

**CONSEIL D'ETAT**

Château cantonal  
1014 Lausanne

Monsieur le Conseiller fédéral  
Ueli Maurer  
Chef du Département fédéral des finances  
(DFF)  
Bundesgasse 3  
3003 Berne

Réf. : 21\_COU\_8862

Lausanne, le 15 décembre 2021

**Consultation fédérale (CE) Ordonnances d'exécution relatives à la mise en œuvre de l'échange de notes entre la Suisse et l'Union européenne concernant la reprise du règlement (UE) 2019/1 896 relatif au corps européen de garde-frontières et de garde-côtes**

Monsieur le Conseiller fédéral,

Le Conseil d'Etat du Canton de Vaud vous remercie de l'avoir associé à cette consultation, à laquelle il répond par la présente.

Sur le fond, il est fait renvoi aux déterminations ci-jointes du Gouvernement vaudois du 25 mars 2020 concernant la reprise du règlement (UE) 2019/1 896.

Cela étant, le Conseil d'Etat vaudois tient à exprimer sa profonde préoccupation liées aux conclusions du rapport de juillet 2021 du groupe de travail mis en place par la commission des libertés civiles (LIBE) du Parlement européen, faisant état de violations des droits humains de migrant-e-s. Réaffirmant son engagement inconditionnel en faveur du respect des droits humains, le Conseil d'Etat demande au Conseil fédéral d'intervenir en faveur d'un renforcement de la transparence et du contrôle démocratique dans le fonctionnement de l'agence et de la cessation immédiate de toute activité identifiée comme contraire aux droits humains.

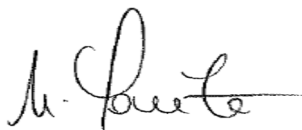
Au surplus, le Conseil d'Etat n'a pas de remarques supplémentaires à formuler.

Tout en vous remerciant de l'attention que vous porterez à ce qui précède, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Conseiller fédéral, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

AU NOM DU CONSEIL D'ETAT

LA PRESIDENTE

LE CHANCELIER



Nuria Gorrite



Aurélien Buffat

**Annexe**

- Lettre du Conseil d'Etat du 25 mars 2020

**Copies**

- OAE
- Police cantonale vaudoise

Réf. : MFP/15026425

Lausanne, le 25 mars 2020

**Consultation fédérale – Reprise et mise en œuvre du règlement (UE) 201911896 du Parlement européen et du Conseil relatif au corps européen de garde-frontières et de garde-côtes et abrogeant les règlements (UE) n° 1052/2013 et (UE) 201611624, avec une modification de la loi sur l'asile**

Madame, Monsieur,

Le Conseil d'Etat du Canton de Vaud vous remercie de l'avoir associé à la consultation citée. Vous trouverez ci-dessous les déterminations du Gouvernement vaudois à ce sujet.

S'agissant du personnel détaché par les Etats Schengen pour une longue durée (cat. 2 ; art. 56), l'effectif en est aujourd'hui tout juste suffisant pour permettre à la Police cantonale de réaliser ses missions actuelles dans le cadre des renvois. Dans l'éventualité de l'augmentation des périodes d'engagement, le canton ne serait pas en mesure de fournir un nombre plus important de policiers sur des périodes allant jusqu'à 24 mois. En effet, le personnel n'est actuellement pas suffisant et n'est ni préparé ni engagé dans le but de réaliser ce type de mission.

Pour que le canton puisse se déterminer en toute connaissance de cause, il serait nécessaire de connaître la clé de répartition entre le personnel issu de l'Administration fédérale des douanes (AFD), du Secrétariat d'Etat aux migrations (SEM) et des cantons, respectivement le Canton de Vaud. Il faut souligner que la répartition des agents d'escorte par voie aérienne se fait dans le cadre du Concordat romand.

En ce qui concerne le personnel déployé par les Etats Schengen pour une courte durée (cat. 3 ; art. 57), un engagement de 30 voire de 60 jours est actuellement envisageable en regard de la typologie du personnel spécialisé nécessaire, et cela sans affaiblir de manière significative le corps de police concerné.

Au sujet de la modification de la loi fédérale du 16 décembre 2005 sur les étrangers et l'intégration (LEI ; RS 142.20 version RO 2019 1413) et pour ce qui a trait à la protection des données, on relève un renforcement du mandat de l'agence de l'Union européenne compétente en matière de surveillance des frontières extérieures Schengen (ci-après l'agence) en matière de droit de retour, notamment au regard de l'assistance pour l'identification de ressortissants de pays tiers et de l'obtention de documents de voyage, entraînant l'échange de données personnelles.

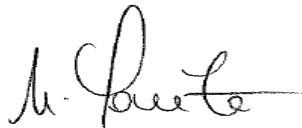
Sur cet aspect, il convient de souligner le fait que si la reprise et la mise en œuvre dudit règlement prévoit une communication de données personnelles au sens de l'art. 105 al. 2 par le SEM (point de contact notamment dans le domaine du retour avec l'agence en vertu du nouvel art. 111a titre et al. 2, résultant de la présente modification projetée) à l'agence, proportionnée et limitée à ce qui est nécessaire pour l'accomplissement de ses tâches (c.f. commentaire p. 44), celle-ci se réalisera via le nouveau système d'information eRetour. Dans le rapport explicatif (p. 35 paragraphe 3.6 « *protection des données* »), il est mentionné que la transmission ne sera pas automatique et se fera à des fins déterminées. Toutefois, il convient d'être vigilant sur la mise en œuvre et les droits d'accès à ce système eRetour, seuls des considérations et paramétrages techniques sembleraient pouvoir empêcher la transmission automatique des données personnelles considérées, cela d'autant plus qu'il est prévu que l'agence se dote d'une plateforme intégrée des retours interconnectée avec les systèmes nationaux de gestion des retours des Etats Schengen. Il est ici précisé que le rapport explicatif (p. 35 paragraphe 3.6.1 « *Plateforme de gestion des retours* ») indique sous certaines réserves que « *les informations provenant de ces systèmes nationaux, y compris les données à caractère personnel, seront ainsi mises à la disposition de l'Agence, de manière à ce qu'elle puisse fournir une assistance technique et opérationnelle* ».

Pour mémoire, les données personnelles transmises par le SEM, relevant de la compétence du Préposé fédéral à la protection des données et à la transparence (PFPDT), à l'agence pourront avoir été traitées et transmises par les autorités cantonales compétentes, notamment en ce qui concerne le Canton de Vaud, en vertu de l'art. 37 al. 1 de la loi du 18 décembre 2007 d'application dans le Canton de Vaud de la législation fédérale sur les étrangers (LVLEtr ; BLV 142.11).

Nous vous prions de croire, Madame, Monsieur, à l'assurance de nos sentiments les meilleurs.

AU NOM DU CONSEIL D'ETAT

LA PRESIDENTE



Nuria Gorrite

LE CHANCELIER



Vincent Grandjean

**Copies**

- OAE
- Polcant